

Si nous ne faisons pas de politique parce que nous sommes un syndicat professionnel, nous pouvons néanmoins poser quelques questions, faire certains constats, rappeler certaines vérités...

D'abord, une question : Comment est-il possible, dans le pays qui fut celui des Lumières, de devoir envisager l'élection de quelqu'un tout à la fois, Trump, Poutine, Orban, Johnson et Bolsonaro ?

Entre-autre, parce que, depuis plusieurs décennies, tous les gouvernements successifs ont raboté les programmes et les heures de cours, obligé les enseignants à faire de la forme et du résultat plutôt que du fond, et ainsi, rabaissé le niveau de compétence et de culture des futurs citoyens.

Puis, une évidence : le seul "grand remplacement" à craindre, c'est celui des fonctionnaires Français formés à l'école de la République par des cabinets de conseil Anglo-saxons formés à l'école libérale.

A craindre, parce que tout État responsable devrait avoir pour but premier de former des citoyens éclairés, solidaires et désireux de préserver la démocratie et non pour objectif de poursuivre, quel qu'en soit le coût social, une vision libérale de l'Éducation, vision tellement destructrice de sens.

Ensuite, un constat : les partis de gouvernement, de gauche comme de droite, et certaines centrales syndicales complaisantes sont, de par leur cécité et leur surdité, responsables de cette situation.

Ce qui n'empêche pas ces mêmes de reprocher à ces Français qui ont perdu tout espoir parce que coincés entre ceux qui les ont trahis par leurs renoncements successifs et ceux qui ne cessent de promouvoir une société libérale, clivante, excluante, d'être tentés par les voies sans issue.

Enfin, une prémonition : Malheureusement, quel que soit le Président élu, et quels que soient les promesses ou les repentirs opportunistes de dernière heure, le monde de l'Éducation sera perdant.

En effet, Il apparaît illusoire d'attendre de ces deux candidats une revalorisation significative de notre considération, de nos métiers, de nos rémunérations sans concessions significatives de notre part sur notre temps de travail, nos missions, nos statuts. Sauf à envisager une cohabitation...

Alors, que faire, dimanche 24 avril 2022, à l'heure cruciale du vote ?

Il faudra se rappeler que, si la colère engendrée par cinq années de gestion Blanquer et deux années de crise Covid suscitent l'envie bien compréhensible de renverser la table, ou de s'en retirer, **c'est sur cette table qu'est posé notre avenir, celui de nos enfants, de nos élèves, de la nation !**

Ainsi que le SENRES l'a écrit voici quelques mois, nous sommes un million d'électeurs à l'Éducation nationale, à la Jeunesse et aux Sports, soit suffisamment pour faire basculer une élection.

Puisque, à la suite du premier tour, il est désormais acquis que, au regard de nos intérêts matériels et moraux professionnels, ce ne sera pas le meilleur des candidats qui sera élu dimanche, **votons** pour éviter que ce ne soit le pire des deux candidats restants en lice qui soit élu... e.